

**Arrêté n° PCICP2026174-0003**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant changement de gabarit des aérogénérateurs des  
parcs éoliens exploités par la société CHAPELLE D'ÉOLE sur le territoire de la commune de  
CHAPELLE-VALLON**

---

Le préfet de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier des Palmes académiques

VU le code de l'environnement et notamment les livres V des parties législatives et réglementaires ;

VU le décret du 31 juillet 2025 nommant M. Franck DORGE secrétaire général de la préfecture de l'Aube, sous-préfet de Troyes à compter du 1er septembre 2025 ;

VU le décret du 27 mai 2026 nommant M. Pascal GAUCI préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICI2024359-0001 du 24 décembre 2024 portant augmentation du gabarit des aérogénérateurs du parc éolien exploité par la société CHAPELLE D'ÉOLE sur le territoire de la commune de CHAPELLE-VALLON ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICI2024359-0002 du 24 décembre 2024 portant augmentation du gabarit des aérogénérateurs du parc éolien exploité par la société VAL D'ÉOLE sur le territoire de la commune de CHAPELLE-VALLON ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025155-0001 du 4 juin 2025 de changement d'exploitant du parc éolien exploité par la société VAL D'ÉOLE située sur le territoire de la commune de CHAPELLE-VALLON vers la société CHAPELLE D'ÉOLE ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2026166-0001 du 15 juin 2026 portant délégation de signature à M. Franck DORGE secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le porter-à-connaissance de la société CHAPELLE D'ÉOLE en date du 28 novembre 2025 relatif à la modification du gabarit des aérogénérateurs des parcs éoliens exploités sur la commune de CHAPELLE-VALLON ;

VU le rapport et les propositions du 17 mars 2026 de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier recommandé du 20 mars 2026 avec accusé de réception du 23 mars 2026 transmettant le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires à la société CHAPELLE D'ÉOLE et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;

VU les remarques de l'exploitant sur le projet d'arrêté par courriel du 31 mars 2026 et du 10 avril 2026 ;

Considérant que la société CHAPELLE D'ÉOLE est autorisée à exploiter les installations VAL D'ÉOLE et CHAPELLE D'ÉOLE composées au total de 11 aérogénérateurs et de trois postes de livraison sur le territoire de la commune de CHAPELLE-VALLON ;

Considérant qu'en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation ;

Considérant que la société CHAPELLE D'ÉOLE souhaite, au travers de son dossier de porter à connaissance du 28 novembre 2025, modifier le gabarit des aérogénérateurs prévu dans le cadre du renouvellement des installations mentionnées dans les arrêtés préfectoraux complémentaires n° PCICP2024359-001 et n° PCICP2024359-002 sus-mentionnés ;

Considérant que cette modification consiste à adapter les hauteurs de mâts afin de permettre la mise en place de rotor 110 m ou de 117 m ; que ces changements se font sans modification de la hauteur totale des éoliennes prescrites aujourd'hui par les arrêtés complémentaires n° PCICP2024359-001 et n° PCICP2024359-002 susmentionnés ; que cette évolution engendre une augmentation de la puissance unitaire des machines de 3,78 MW à 4,2 MW ;

Considérant que cette évolution n'est pas de nature à générer des impacts supplémentaires sur la biodiversité et le paysage ; que le projet respecte les hauteurs mentionnées dans les avis de l'aviation civile et de l'armée de l'air obtenus lors de l'instruction du projet de renouvellement des installations ; que l'étude des impacts sur le radar météorologique exploité par Météo France sur la commune d'AVANT-LÈS-RAMERUPT conclut à une absence d'impact supplémentaire avec le changement de gabarit de machines ;

Considérant que les éléments du dossier de porter à connaissance de la société CHAPELLE D'ÉOLE permettent d'apprécier le caractère non substantiel des modifications sollicitées au sens de l'article L. 181-14 du code de l'environnement ;

Considérant que les dispositions légales sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## ARRÊTE

### Titre I – Modification du gabarit des aérogénérateurs

**Article premier : Bénéficiaire de l'autorisation environnementale :** La société CHAPELLE D'ÉOLE, dont le siège social est situé 22, Rue Bayard à PARIS (75008), est autorisée à modifier le gabarit de ses installations Val d'Eole et Chapelle d'Eole sur la commune de CHAPELLE-VALLON conformément aux dispositions du présent arrêté et à poursuivre leur exploitation sous réserve du respect des prescriptions qui lui sont applicables et complémentaires figurant dans les articles ci-dessous.

#### **Article 2 : Liste des installations concernées**

##### **Article 2.1 : Modifications relatives aux installations « Chapelle d'Éole »**

Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° PCICI2024359-0001 du 24 décembre 2024 susvisé sont modifiées comme suivant :

« Les installations concernées ont les caractéristiques suivantes et sont situées aux emplacements suivants :

	Installation	Coordonnées Lambert RGF 93		Altitude maximale en bout de pôle (mNGF)	Commune
		x	y		
Parc éolien de CHAPELLE D'ÉOLE	E6	778 233,91	6 814 315,44	335	
	E8	778 425,63	6 813 885,10	335	
	E9	778 219,57	6 813 443,74	335	
	E11	778 436,20	6 813 118,50	324,65*	
	E12	778 820,74	6 813 071,17	325,6*	
Postes de livraison	PDL1	778 566,88	6 812 723,57	--	
	PDL2	778 562,92	6 812 708,27	--	
	PDL3	778 581,59	6 812 717,35	--	

(\*) L'altitude maximale en bout de pôle des éoliennes E11 et E12 sont limités afin de respecter la hauteur de 156 mètres de hauteur des éoliennes mentionnée dans l'avis de l'armée du 23 mai 2024 pour que la gêne engendrée soit acceptable »

##### **Article 2.2 : Modifications relatives aux installations « Val d'Éole »**

Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° PCICI2024359-0002 du 24 décembre 2024 susvisé sont modifiées comme suivant :

« Les installations concernées ont les caractéristiques suivantes et sont situées aux emplacements suivants :

	Installation	Coordonnées Lambert RGF 93		Altitude maximale en bout de pôle (mNGF)	Commune
		x	y		
Parc éolien de VAL D'EOLE	E1	776 448,12	6 813 727,36	335	CHAPELLE VALLON
	E2	776 840,44	6 813 674,92	335	
	E3	776 972,31	6 813 424,80	335	
	E4	777 047,24	6 813 032,32	335	
	E5	777 399,27	6 813 453,66	335	
	E7	778 034,89	6 813 803,60	335	
Postes de livraison	PDL1	778 566,88	6 812 723,57	--	
	PDL2	778 562,92	6 812 708,27	--	
	PDL3	778 581,59	6 812 717,35	--	

«

### **Article 3 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**

#### **Article 3.1 : Modifications relatives aux installation « Chapelle d'Éole »**

Les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° PCIC12024359-0001 du 24 décembre 2024 susvisé sont modifiées comme suivant :

«

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure ou égale à 50 mètres.	Nombre d'aérogénérateurs : 5  Diamètre maximal du rotor : 117 m  Hauteur de mât maximale (incluant talus pour fondation) : <ul style="list-style-type: none"> <li>E6 et E8 : 110m</li> <li>E9 : 95m</li> <li>E11 et E12 : 100m</li> </ul> Puissance unitaire maximale installée : 4,2 MW	A <sup>1</sup>

(1) – Autorisation

L'exploitant informera l'inspection des installations classées des dates prévisionnelles de début et d'achèvement des travaux de modification des installations autorisées par le présent arrêté. »

#### **Article 3.2 : Modifications relatives aux installation « Val d'Éole »**

Les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° PCIC12024359-0002 du 24 décembre 2024 susvisé sont modifiées comme suivant :

«



Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	<p>Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs</p> <p>1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure ou égale à 50 mètres.</p>	<p>Nombre d'aérogénérateurs : 6</p> <p>Diamètre maximal du rotor : 117 m</p> <p>Hauteur de mât maximale (incluant talus pour fondation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>E1 et E7 : 95m</li> <li>E2 et E3 : 80m</li> <li>E4 et E5 : 85m</li> </ul> <p>Puissance unitaire maximale installée : 4,2 MW</p>	A <sup>1</sup>

(1) – Autorisation

L'exploitant informera l'inspection des installations classées des dates prévisionnelles de début et d'achèvement des travaux de modification des installations autorisées par le présent arrêté. »

#### **Article 4 : Montant des garanties financières fixé par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié**

##### **Article 4.1 : Modifications relatives aux installations « Chapelle d'Éole »**

Les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° PCICI2024359-0001 du 24 décembre 2024 susvisé sont modifiées comme suivant :

« Les garanties financières définies dans le présent arrêté concernent les activités visées au sein de son article 2.

Le montant des garanties financières est déterminé, conformément à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées, comme suit :

« I – Le montant initial de la garantie financière d'une installation correspond à la somme du coût unitaire forfaitaire (Cu) de chaque aérogénérateur composant cette installation :

$$M = \sum (Cu)$$

où :

- M est le montant initial de la garantie financière d'une installation ;
- Cu est le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur, calculé selon les dispositions du II de l'annexe I du présent arrêté. Il correspond aux opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation prévues à l'article R.515-106 du code de l'environnement.

II – Le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur (Cu) est fixé par les formules suivantes :

a) lorsque la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est inférieure ou égale à 2 MW : Cu = 75 000

b) lorsque sa puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est supérieure à 2 MW : Cu = 75 000 + 25 000 \* (P-2)

où :

- Cu est le montant initial de la garantie financière d'un aérogénérateur ;
- P est la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur, en mégawatt (MW).

III – En cas de renouvellement de toute ou partie de l'installation, le montant initial de la garantie financière d'une installation est réactualisé par un nouveau calcul en fonction de la puissance des nouveaux aérogénérateurs. La réactualisation fait l'objet d'un arrêté préfectoral pris dans les formes de l'article L. 181-14 du code de l'environnement. »

Pour le présent cas, le montant des garanties financières s'élève à : **650 000 €**

Le montant des garanties financières est réactualisé par un nouveau calcul lors de la première constitution avant la mise en service de l'installation, puis tous les 5 ans. Le renouvellement intervient au moins 3 mois avant la date d'échéance du document, et est conforme aux modalités de calcul ci-après :

$$M_n = M * \left( \frac{Index_n}{Index_0} * \frac{1+TVA}{1+TVA_0} \right)$$

M<sub>n</sub> est le montant exigible à l'année n.

M est le montant initial de la garantie financière de l'installation.

Index<sub>n</sub> est l'indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation du montant de la garantie.

Index<sub>0</sub> est l'indice TP01 en vigueur au 1er janvier 2011, fixé à 102,1807 convertis avec la base 2010, en vigueur depuis octobre 2014.

TVA est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation de la garantie.

TVA<sub>0</sub> est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1er janvier 2011, soit 19,60 % en France métropolitaine en 2021. »

#### **Article 4.2 : Modifications relatives aux installations « Val d'Éole »**

Les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° PCICI2024359-0002 du 24 décembre 2024 susvisé sont modifiées comme suivant :

« Les garanties financières définies dans le présent arrêté concernent les activités visées au sein de son article 2.

Le montant des garanties financières est déterminé, conformément à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées, comme suit :

« I – Le montant initial de la garantie financière d'une installation correspond à la somme du coût unitaire forfaitaire (Cu) de chaque aérogénérateur composant cette installation :

$$M = \sum (Cu)$$

où :

– M est le montant initial de la garantie financière d'une installation ;

– Cu est le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur, calculé selon les dispositions du II de l'annexe I du présent arrêté. Il correspond aux opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation prévues à l'article R.515-106 du code de l'environnement.

II – Le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur (Cu) est fixé par les formules suivantes :

- a) lorsque la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est inférieure ou égale à 2 MW : Cu = 75 000

- b) lorsque sa puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est supérieure à 2 MW :  $C_u = 75\,000 + 25\,000 * (P-2)$

où :

- $C_u$  est le montant initial de la garantie financière d'un aérogénérateur ;
- $P$  est la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur, en mégawatt (MW).

III – En cas de renouvellement de toute ou partie de l'installation, le montant initial de la garantie financière d'une installation est réactualisé par un nouveau calcul en fonction de la puissance des nouveaux aérogénérateurs. La réactualisation fait l'objet d'un arrêté préfectoral pris dans les formes de l'article L. 181-14 du code de l'environnement. »

Pour le présent cas, le montant des garanties financières s'élève à : **780 000 €**

Le montant des garanties financières est réactualisé par un nouveau calcul lors de la première constitution avant la mise en service de l'installation, puis tous les 5 ans. Le renouvellement intervient au moins 3 mois avant la date d'échéance du document, et est conforme aux modalités de calcul ci-après :

$$M_n = M * \left( \frac{Index_n}{Index_0} * \frac{1+TVA}{1+TVA_0} \right)$$

$M_n$  est le montant exigible à l'année  $n$ .

$M$  est le montant initial de la garantie financière de l'installation.

$Index_n$  est l'indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation du montant de la garantie.

$Index_0$  est l'indice TP01 en vigueur au 1er janvier 2011, fixé à 102,1807 convertis avec la base 2010, en vigueur depuis octobre 2014.

$TVA$  est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation de la garantie.

$TVA_0$  est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1er janvier 2011, soit 19,60 % en France métropolitaine en 2021. »

---

## Titre II – Dispositions diverses

---

### **Article 5 : Droit des tiers :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 6 : Notification et publicité :**

Le présent arrêté est notifié au directeur de la SAS CHAPELLE D'ÉOLE.

Une copie du présent arrêté est envoyée à la mairie de CHAPELLE VALLON pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché par le maire de CHAPELLE-VALLON, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

Le présent arrêté sera envoyé, pour information, à chaque conseil municipal et chaque collectivité locale consultés.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 7 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est et le maire de CHAPELLE-VALLON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la sous-préfète de Nogent-sur-Seine, à la directrice départementale des finances publiques de l'Aube, au directeur départemental des territoires de l'Aube et au commandement de la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord de CINQ-MARS-LA-PILE.

Troyes, le **23 JUIN 2026**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Franck DORGE

**Délais et voies de recours :** En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et de l'article R. 311-5 du code de justice administrative, la présente décision peut être déférée devant la cour administrative d'appel de Nancy par voie postale à l'adresse suivante : 6 rue de Haut Bourgeois, 54000 NANCY ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télerecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **Obligation de notification des recours :**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.